

Quand des milliardaires ultra conservateurs financent des politiques publiques, il est temps de faire la transparence. Les socialistes mettent en place une commission d'enquête

A l'initiative des sénatrices et sénateurs du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain (SER), le Sénat a installé une commission d'enquête consacrée au financement des politiques publiques par des organismes, sociétés et fondations de droit privé.

Face à la baisse continue des financements publics dans de nombreux secteurs, de plus en plus d'acteurs associatifs, culturels, éducatifs ou institutionnels se tournent vers des financements privés pour assurer la continuité de leurs actions. Ce phénomène, désormais massif, s'accompagne parfois de stratégies d'influence déployées par certains organismes, sociétés et fondations de droit privé, souvent dans une grande opacité et sans garanties suffisantes quant au respect des principes républicains.

Les secteurs concernés sont nombreux et parfois inattendus : entretien du patrimoine rural, soutien à des festivals de proximité, mécénat universitaire, financement de projets associatifs, développement d'outils numériques ou de réalité virtuelle, voire financement d'établissements scolaires hors contrat. Ces financements alternatifs sont parfois acceptés par manque d'informations claires sur leur origine ou sur les objectifs politiques poursuivis par leurs financeurs.

Plusieurs enquêtes journalistiques récentes ont mis en lumière l'existence de réseaux financiers structurés, recourant à des montages complexes et à des holdings multiples, rendant difficile toute évaluation précise de leur influence réelle sur les politiques publiques tout comme l'étendue de leurs actions. Les révélations concernant la galaxie autour de Pierre-Édouard Stérin et son projet politique « Périclès » illustrent ces dérives politiques et ses stratégies anti-républicaines, tout comme certaines opérations présentées comme apolitiques ou civiques, parfois appuyées sur des informations trompeuses.

C'est dans ce contexte, et alors que les élus locaux comme les acteurs de la société civile se trouvent souvent démunis face à l'absence d'outils juridiques et de règles de transparence adaptées, que le groupe Socialiste, Écologiste et Républicain a souhaité mettre en place cette commission d'enquête dans l'objectif :

- de faire la transparence sur les financements privés intervenant dans le champ des politiques publiques
- d'identifier les stratégies d'influence à l'œuvre
- d'évaluer les risques que ces stratégies font peser sur la transparence démocratique et financière.

Le groupe Socialiste, Écologiste et Républicain souhaite que les travaux de cette commission d'enquête permettent de faire toute la lumière sur l'ampleur de ces financements privés, leurs modalités, leurs objectifs et leurs effets, et de formuler des propositions garantissant une meilleure transparence et la protection de l'intérêt général. Il s'agit là d'un enjeu démocratique majeur.



Colombe Brossel
Sénatrice de Paris